

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 29/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DU VAL DE FIER

423 chemin de Balme
Le Pas de l'Echelle
74100 Étrembières

Références : [20230727-RAP-InspectionValdeFierSeyssel-vs](#)
Code AIOT : 0006101934

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement CARRIERES DU VAL DE FIER implanté Les Lanches Sud 74910 Seyssel. L'inspection a été annoncée le 29/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'arrêté du 12 février 2021 encadre les travaux de sécurisation de la carrière et du changement de méthode d'exploitation. L'inspection a pour objet de faire un point sur la sécurisation des front Nord et Est.

Compte-tenu des restrictions de sécheresse activées en Haute-Savoie (arrêté n°DDT-2023-1028 du 12 juillet 2023), l'inspection a également pour objet de contrôler la demande d'exemption faite par l'exploitant et prévue dans l'arrêté cadre sécheresse du 16 mai 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DU VAL DE FIER
- Les Lanches Sud 74910 Seyssel
- Code AIOT : 0006101934
- Régime : Autorisation

La SAS Carrières du Val de Fier exploite un gisement de calcaire sur le territoire de la commune de Seyssel. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2013. Le rythme annuel maximal d'extraction est de 250 000 tonnes par an. L'extraction est réalisée à l'aide d'une pelle mécanique après abattage par minage. Les matériaux extraits sont déversés par la pelle sur le carreau basal par un déversoir directement créé dans la roche.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 37	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de délais
2	Sécurisation Front EST- Secteur K et L:	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.2.3 - Front EST- Secteur K et L:	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Sécurisation Front Est secteur J	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.2.2 - Front Est - Secteur I
3	Sécurisation Front Nord	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.2.4 : Sécurisation front Nord :
4	Suivi géotechnique	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.4: Suivi géotechnique
5	Suivi et maintenance des ouvrages de protection	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.5
6	Procédure pour l'accès au carreau	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.6
7	Prélèvement Eau	Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 26.2
8	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 1	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 9

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas transmis l'attestation de garantie financière prévue par l'article 37 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2013 et il est donc proposée un arrêté de mise en demeure pour le respect de cette prescription.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurisation Front Est secteur J

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.2.2 - Front Est -Secteur I

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurisation Front Est secteur J
Prescription contrôlée : Les travaux de sécurisation identifiés du secteur J (hors travaux de sécurisation du secteur situé au-delà de la limite blanche tracée sur le plan en Annexe 1) interviennent sous un délai maximum de 9 mois. Ce délai peut être prolongé pour tenir compte des contraintes météorologiques et de la disponibilité des entreprises, sans toutefois dépasser 12 mois.
Constats : Les compte-rendus des travaux rédigés par SAGE ingénierie décrivent les travaux réalisés et leur validation. La sécurisation du front Est comprend la mise en place de barrières grillagées, de purges, minages et de confortements par ancrage. Le rapport de suivi géologique 2021 du 08/07/2022, indique que les travaux ont été réalisés à l'automne 2021, dans les délais prévus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécurisation Front EST- Secteur K et L:

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.2.3 - Front EST- Secteur K et L:
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurisation Front EST- Secteur K et L:
Prescription contrôlée : Les travaux de sécurisation identifiés des secteurs K et L interviennent sous un délai maximum de 9 mois. Ce délai peut être prolongé pour tenir compte des contraintes météorologiques et de la disponibilité des entreprises sans toutefois dépasser 12 mois.
Constats : Les travaux du secteur L sont validés dans le compte-rendu de visite de chantier n°12 du 09/12/2021. Dans la zone K, les travaux réalisés sont validés (purges, pose filet plaqué). Sur la vire K, un filet provisoire a été mis en place sur une partie de la crête de falaise en attendant la mise en place d'écrans pare blocs préconisés et qui restent à réaliser en concertation avec les services du Département de la Haute-Savoie. SAGE ingénierie préconisait une mise en place en 2023 afin de pouvoir lever définitivement l'interdiction d'utilisation d'une portion du carreau situé au pied du front Est (sous réserve de l'absence de mouvement de la zone L4/L5). L'exploitant a demandé une réévaluation par SAGE de la nécessité de cet ouvrage avec une visite réalisée courant semaine 32. L'exploitant transmettra les conclusions de cette réévaluation à l'inspection des installations classées sous 1 mois. Des témoins de déplacement à relevés manuels (type jauges sauniac 3D) ont été posé sur les masses K1, K2 et K4. Des mesures tous les 3 ans sont à présent suffisantes d'après la note de suivi de SAGE du 9 août 2023 (aléa de départ faible). Une instrumentation automatique est posée sur les masses L3, L4 et L5. Les déplacements des masses sont mesurés en continu et une alerte téléphone est activée à partir d'un seuil défini par le géotechnicien. L'exploitant a transmis suite à l'inspection, la note du 9 août 2023, rendant compte des mesures réalisées le 08/08/2023 au niveau des repères manuels et du contrôle du dispositif automatisé. Les mesures n'ont pas mis en évidence d'évolutions significatives des masses K1, K2 et K4. Le dispositif automatisé de mesure fonctionne correctement et ne montre pas de déplacement significatif (inférieur au mm et en corrélation avec les valeurs de températures)
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Sécurisation Front Nord

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.2.4 : Sécurisation front Nord :
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurisation Front Nord
Prescription contrôlée : Les travaux de sécurisation identifiés pour le front Nord sont réalisées sous un délai maximum de 9 mois. Ce délai peut être prolongé pour tenir compte des contraintes météorologiques et de la disponibilité des entreprises sans toutefois dépasser 12 mois.
Constats : La sécurisation du front Nord a été réalisée début 2021 avec la mise en place du merlon (côte 560 mNGF), les barrières grillagées et écrans de couloirs, de purges, minages et confortement par ancrages et filets plaqués. Les travaux sont validés dans le rapport de suivi géotechnique 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi géotechnique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.4: Suivi géotechnique
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi géotechnique
Prescription contrôlée : Un suivi géologique du site est réalisé par un organisme compétent en géotechnique, au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation afin de: - mettre à jour la connaissance du massif à l'avancement de l'exploitation, - Valider ou modifier la méthode d'exploitation si nécessaire.
Constats : Les opérations de sécurisation et les modalités d'exploitation sont validées par SAGE ingénierie, organisme compétent en géotechnique. Le rapport de suivi annuel fait un bilan sur les opérations de sécurisation et sur les modalités d'exploitation. Le rapport de suivi géologique 2022 a été transmis préalablement à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suivi et maintenance des ouvrages de protection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.5
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi et maintenance des ouvrages de protection
Prescription contrôlée : La surveillance des ouvrages de protection (écran, filet, confortement,...), leur entretien, leur vérification et leur maintenance fait l'objet d'une procédure. Pour chaque ouvrage, le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a mis en place une procédure avec une fiche de contrôle à remplir et prise de photos pour la surveillance des écrans et filets de protection. La surveillance se fait mensuellement avec les jumelles et trimestriellement avec un drone. Les fiches de contrôle sont renseignées. En cas de

présence de blocs dans les filets, l'avis du géotechnicien est demandé. En 2022, un bloc de 150-200 l a été stoppé par l'écran sur le couloir E. Le bloc a été miné et purgé et l'écran remis en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Procédure pour l'accès au carreau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 18.6
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure pour l'accès au carreau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une procédure pour l'accès au carreau prenant en compte le risque de chute de blocs en fonction de l'avancement des opérations de sécurisation, de la connaissance du massif et des conditions météorologiques pouvant faire évoluer la stabilité des terrains. Cette procédure est mise à jour en fonction des connaissances géotechniques acquises et est validée par un organisme compétent en géotechnique.
Constats : Dans le rapport de suivi géotechnique 2021, SAGE a validé la mise à jour de la procédure d'accès au carreau qui a été modifiée avec la réintégration des installations de traitement des matériaux début 2022 et la modification de la méthodologie d'exécution des terrassements de la zone F3-H11. Une partie de la zone est uniquement accessible au personnel de la carrière pour le stockage et le criblage des matériaux avec accès à la zone principalement dans des engins. Une zone reste interdite d'accès (largeur 17 m en pied de falaise). Elle est délimitée par un merlon et matérialisée par un panneau rose et une marque de peinture sur la paroi. Derrière le merlon la zone est utilisée pour récupérer les eaux de pluie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prélèvement Eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 26.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement Eau
Prescription contrôlée : L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure de la quantité d'eau prélevée. Un relevé est réalisé mensuellement. Le résultat de ces mesures est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'arrêté préfectoral complémentaire du 18/05/2020 encadre le prélèvement d'eau dans le Fier pour les besoins d'abattement des poussières (brumisation des installations de traitement, arrosage carreau), de fonctionnement du laveur de roue et du nettoyage des engins. Les eaux pompées sont stockées dans une cuve de 30 m ³ semi-enterrée. L'exploitant dispose d'un compteur qui est relevé toutes les semaines depuis 2023. Les relevés 2022 (relevés mensuels) et 2023 ont été présentés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Exemption des restrictions pour les préleveurs faibles consommateurs
Prescription contrôlée : Consommation d'eau annuelle < 1000 m ³ / an dans le milieu et < 7000 m ³ /an pour le total prélevé
Constats : L'exploitant a déclaré relever du cas 1 : exemption des restrictions en cas de sécheresse pour les préleveurs faibles consommateurs (consommation inférieure à 1000 m ³ /an prélevés dans le milieu). Le relevé sur l'année 2022 montre une consommation de 874 m ³ . Le compteur est placé en sortie de cuve pour pouvoir être relevé facilement, celle-ci collecte également la récupération des eaux pluviales du toit du bâtiment et le relevé surestime donc le prélèvement dans le Fier. L'exploitation relève donc bien du cas 1.
Observations : L'exploitant s'attachera à respecter la limite de 1000 m ³ /an s'il souhaite pouvoir bénéficier de l'exemption aux restrictions en cas de sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2013, article 37
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploiter est conditionnée par la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 38 ci-dessous. Le document établissant la constitution des garanties financières doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins six mois avant leur échéance.
Constats : L'inspection dispose d'un acte de cautionnement arrivant à échéance le 30 juin 2023. L'exploitant n'a pas transmis l'acte de renouvellement des garanties financières. L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Haute-Savoie de faire application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société carrière du Val de Fier de respecter l'article 37 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2013 en fournissant l'attestation de garanties financières prévue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois